

D'UNE CRISE À L'AUTRE, D'UN MODÈLE À L'AUTRE

**Direction de l'information
légale et administrative**

26, rue Desaix
75015 Paris

**Rédaction
de *Problèmes économiques***

Patrice Merlot (rédacteur en chef)
Olivia Montel (rédactrice en chef
des hors-série)
Makus Gabel (rédacteur)
Stéphanie Gaudron (rédactrice)

Promotion

Anne-Sophie Château

Secrétariat

Paule Oury

29, quai Voltaire
75344 Paris cedex 07
Tél. : 01 40 15 70 00
pe@ladocumentationfrancaise.fr
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/revues-collections/problemes-economiques/index.shtml>
Abonnez-vous à la newsletter

Avertissement

Les opinions exprimées
dans les articles reproduits
n'engagent que les auteurs

Crédit photo

Couverture : Corbis
Page 3 : Corbis
© Direction de l'information légale
et administrative. Paris, 2014

Conception graphique

Célia Petry
Nicolas Bessemoulin

En vente en kiosque et en librairie
(Adresses accessibles en ligne)

Les années 1990 et 2000 ont été celles du triomphe du capitalisme. D'une part, la chute du communisme en Europe a provoqué son extension géographique tout en le renforçant sur le plan idéologique ; et d'autre part, la mondialisation, qui s'est accompagnée de l'essor spectaculaire des économies émergentes, lui a donné une dimension globale en même temps qu'elle réaffirmait la supériorité des mécanismes de marché sur la régulation mixte des économies.

La crise qui a éclaté en 2007-2008 et dont commencent à peine à sortir les économies avancées rappelle toutefois que le capitalisme ne fonctionne pas sans heurts. Bulles financières, endettement public, menace écologique, inégalités et tensions sociales croissantes... Ces dysfonctionnements, auxquels s'ajoute la dénonciation de la « démesure » de la finance, font ressurgir les interrogations sur l'avenir du capitalisme. Jamais, depuis trois décennies, la nécessité de changer de modèle économique n'a été posée avec autant de sérieux.

Après un détour par les origines du capitalisme, ce numéro hors-série de *Problèmes économiques* en décrypte les rouages, en insistant plus particulièrement sur les spécificités du capitalisme contemporain.

Si la Grande Récession a surpris par sa brutalité et son ampleur, le détour par l'histoire montre que les crises, qu'elles soient économiques, sociales ou financières, jalonnent l'histoire du capitalisme depuis la Révolution industrielle. Il n'est pas surprenant, à ce titre, que les premiers analystes du capitalisme, Marx au premier chef, aient mis l'accent sur ses contradictions internes et émis sur son avenir des pronostics sombres. Un siècle et demi plus tard, on ne peut qu'être étonné par la résilience de ce régime économique. À moyen terme, les cycles économiques, tirés par les vagues d'innovation, permettent de purger la structure productive de ses éléments les moins efficaces. L'entrepreneur occupe à ce titre une place fondamentale dans la dynamique du capitalisme, en dépit de la figure hégémonique du manager qui s'est imposée dans les décennies d'après-guerre. À plus long terme, c'est le système dans son ensemble qui se transforme pour faire face à ses contradictions. L'émergence du capitalisme « fordiste » après la Seconde Guerre mondiale constitue sans doute la meilleure illustration de ce processus. L'État-providence et la norme de progression des salaires au rythme des gains de productivité ont en effet répondu aussi bien au problème de l'absence de consommation de masse face à un système de production de masse – divergence qui avait conduit à la crise des années 1930 – qu'à la critique sociale ouvrière du capitalisme. De la même façon, la promotion de l'autonomie et de la créativité au travail constitue une réaction d'adaptation du capitalisme à sa critique « artiste » dénonçant le manque d'épanouissement des salariés.

Au regard de l'histoire du capitalisme, les difficultés contemporaines peuvent être interprétées comme autant de manifestations de l'essoufflement du régime de croissance qui a succédé aux Trente Glorieuses. Parmi elles, la menace climatique et l'épuisement des ressources naturelles occupent un statut à part. Remettant en question la possibilité d'une croissance infinie de la richesse matérielle, ils ne renvoient pas uniquement à la nécessité de changer de modèle de croissance mais interrogent la survie même du capitalisme comme modèle dominant d'organisation de l'économie.

Olivia Montel

Longtemps défini comme un mode de production des richesses fondé sur la propriété privée, par opposition au système alternatif que constituait le communisme, le terme de capitalisme renvoie aussi à une organisation sociale, des institutions, un esprit, des valeurs, des comportements. La présence, au sein d'une société, d'échanges de type capitaliste suffit-elle à la qualifier de capitaliste ? Peut-on assimiler capitalisme et économie de marché ? Qu'est-ce qui distingue le capitalisme du libéralisme ? Jean-Pierre Biasutti et Laurent Braquet font le point sur la question complexe de la définition du capitalisme.

Problèmes économiques

Définir le capitalisme

© JEAN-PIERRE BIASUTTI

Professeur en CPGE ECE, lycée Montaigne, Bordeaux

© LAURENT BRAQUET

Professeur de sciences économiques et sociales,
lycée Flaubert, Rouen

« Mot de combat » pour François Perroux, « mythe scientifique et politique » pour François Fourquet, le capitalisme fait partie des « gros mots », chargés de plusieurs sens, et dont l'usage s'est systématisé à la fin du XIX^e siècle en Allemagne sous la plume de sociologues comme Max Weber ou Werner Sombart après que Karl Marx a consacré son œuvre au « mode de production capitaliste ». On admettra ici la réalité d'un capitalisme historique comme un méta-rapport social qui va entrer en symbiose à l'époque moderne avec celui que recouvre l'État-nation.

Définir le capitalisme, c'est d'abord distinguer un principe d'un système dont la mise en place est bien postérieure à l'émergence des premières activités capitalistes. C'est ensuite montrer que cette définition est

rendue complexe par le fait que ce système repose sur une tension entre la permanence d'institutions fondamentales et une dynamique de changement qui les métamorphose au fil du temps. C'est enfin montrer que le capitalisme déborde l'économie de marché, à laquelle il a été abusivement assimilé après la Seconde Guerre mondiale

De l'activité capitaliste au rapport social généralisé

Le principe capitaliste est ancien puisqu'il est déjà identifié par Aristote qui isole la « mauvaise chrématistique » comme recherche de l'accumulation de richesse pour elle-même et dénonce la démesure (*hubris*) que prépare la diffusion de celle-ci à l'échelle de la société. En 1753, la première définition du mot capitalisme dans *L'Encyclopédie* confirme encore qu'il désigne « l'état de celui qui est riche ».

L'esprit du capitalisme

Pourtant, comme le note Max Weber, la volonté de s'enrichir ne suffit pas à définir l'« esprit du capitalisme », suivant l'expression consacrée

par un de ses contemporains Werner Sombart. Ces deux auteurs vont au début du XX^e siècle chercher l'origine ultime de cet esprit nouveau pour identifier la force principale qui anime le système qui se déploie sous leurs yeux. Pour Sombart (1913), l'esprit du capitalisme combine un esprit entrepreneurial poussant l'individu à rompre avec la tradition pour trouver une reconnaissance sociale et un esprit bourgeois permettant une « administration ordonnée du capital » par l'économie, la modération et la confiance dans les contrats. Chez Weber (1904, 1905), cet esprit associe de manière paradoxale un dévouement à l'acquisition des richesses et un refus ascétique de s'en servir à des fins personnelles. Les deux sociologues s'opposent plus nettement dans leur réflexion sur le rôle des religions dans la genèse de cet esprit. Alors que Weber voit dans les « affinités électives » entre l'ascétisme puritain de certaines communautés protestantes et le comportement capitaliste le levier de la volonté de se consacrer à une profession capable de faire fructifier le capital, Sombart insiste sur le rôle des groupes marginaux (en premier lieu les Juifs) qui, dans leur altérité d'étrangers, constituent un terreau d'élection pour ce nouvel esprit, d'autant plus que l'intensité de leurs relations communautaires favorise la confiance nécessaire au développement du marché. Au cours du XX^e siècle, l'esprit du capitalisme sera de plus en plus assimilé à celui de l'entrepreneur innovateur dans le sillage des travaux de Schumpeter. Dans sa *Théorie de l'évolution économique* (1912), ce dernier, en définissant le capitalisme comme « l'ouragan perpétuel de la destruction créatrice », fait de la recherche incessante de « nouvelles combinaisons productives » par l'entrepreneur son essence.

Quelles qu'en soient les sources, la pénétration du principe capitaliste dans certains segments des sociétés antiques ou médiévales plus ou moins connectés ne suffit pas à caractériser celles-ci de capitalistes. C'est l'**économie monétaire généralisée** qui, en imposant un rapport spécifique au temps et à la dette, permet l'ouverture d'un circuit économique et devient la condition de l'affirmation du capitalisme comme système. Le capitalisme peut

en conséquence exister sans capital matériel (que d'autres formes économiques se chargent alors de fournir) et l'appropriation de ce dernier reste contingente (ce qui fait du capitalisme industriel une forme capitaliste parmi d'autres). En revanche, le capitalisme est par essence financier car il institutionnalise et rationalise, par l'entremise de la monnaie, la captation de rentes. Fernand Braudel (1985) voit dans cette nature financière – et monopoliste – le véritable invariant du capitalisme ; en outre, la réalité historique, qui donne au créancier et au banquier la préséance dans le temps sur l'entreprise, montre qu'il est probablement vain de tenter de séparer, comme le suggérait Keynes, un esprit d'entreprise d'un esprit de spéculation ou, à la manière de Thorstein Veblen, la finance de l'industrie. La tension entre ces deux pôles est en réalité constitutive du capitalisme même si l'emprise de l'un ou de l'autre varie suivant les époques.

Des rapports sociaux spécifiques

La généralisation de l'esprit du capitalisme et des organisations qui le portent suppose en revanche des formes sociales spécifiques et c'est ce que Marx veut marquer en utilisant le terme de « capital » pour désigner le rapport social qui se généralise dans les sociétés occidentales au cours du XVIII^e siècle. C'est en pénétrant progressivement la sphère de la production que le capitalisme s'impose comme forme économique dominante et c'est toujours au prix d'une révolution industrielle que le principe capitaliste se mue en système.

Dès lors, deux rapports centraux en deviennent l'ossature. La division du travail engendre d'abord un besoin de coordination qui peut prendre deux formes principales : le commandement ou l'échange. Dans le capitalisme, la coordination est décentralisée et passe par des **échanges monétaires**. La dissociation que ceux-ci permettent entre l'acte d'achat et l'acte de vente est à la fois un facteur de souplesse et une source de crise. L'échange monétaire englobe aussi un échange particulier sur le marché du travail qui induit un rapport de subordination, le **rapport salarial**, dans

lequel les propriétaires des moyens de production contraignent les salariés à vendre leur force de travail. Derrière l'égalité de l'échange monétaire marchand se cache donc un rapport inégalitaire que certains, à la suite de Marx, liront comme un rapport d'exploitation dans lequel une partie de la valeur créée par le travail des salariés est accaparée par ceux qui leur fournissent les moyens de le mettre en œuvre. Le système capitaliste est constitué lorsque le **rapport monétaire marchand** et le **rapport salarial** dominent la production et la consommation ; il n'interdit pas cependant la survivance de formes d'auto-production ni la coexistence d'une coordination par le commandement (État).

Les régimes capitalistes émergent donc à partir du moment où les individus sont séparés par l'échange monétaire et où le travail est séparé du capital, seul détenteur des moyens de production. Ils diffèrent alors par les institutions qui régulent cette double séparation, ce qui fait dire à Pierre-Noël Giraud : « il n'existe rien que puisse nommer le capitalisme. Il existe des capitalismes se déployant dans et à partir de territoires soumis à des interventions étatiques particulières et ce, dans des séquences temporelles spécifiques »¹.

^[1] Giraud P.-N. (1996), *L'inégalité du monde*, Paris, Folio.

Le capitalisme entre institution et processus

Comme système économique et social, le capitalisme se présente comme un ensemble articulé d'institutions, c'est-à-dire de règles générales qui encadrent de manière contraignante les interactions des individus et des organisations. Ces institutions donnent au système sa permanence malgré la dynamique transformatrice constante qui l'anime.

L'architecture institutionnelle du capitalisme

À la suite de Douglass North, on peut faire des droits de propriété – droite d'utiliser le travail, les biens ou les idées ou d'en interdire

l'usage, de percevoir des revenus de cette propriété, de les céder voire de les détruire – l'institution centrale du capitalisme. En réduisant l'incertitude qui pèse sur les transactions et donc les coûts du recours au marché, en stimulant les investissements (à l'instar des enclosures agricoles du XVIII^e siècle) et l'innovation (avec des brevets qui fonctionnent comme des « enclosures intellectuelles »), ces droits permettent les « révolutions industrielles » sans lesquelles la généralisation du principe capitaliste est impossible. Ils permettent aussi à l'entreprise de s'affirmer comme « l'institution cardinale du capitalisme », selon l'expression fameuse de François Perroux. Si le capitalisme est, d'après le même auteur, une « économie d'entreprise », c'est probablement la grande entreprise, bien analysée par l'historien des affaires Alfred Chandler, qui en devient la forme la plus emblématique en se présentant, à partir de la fin du XIX^e, comme un ensemble hiérarchique qui s'extrait de l'ordre spontané du marché pour en maîtriser les fluctuations et les prix.

Le capitalisme s'appuie aussi sur des relations centrales que sont la relation de dette et la relation salariale. Comme le souligne déjà Schumpeter, sa dynamique repose sur la fonction proprement capitaliste de la monnaie, le crédit. Elle implique donc la présence de marchés particuliers dits « de promesses futures » que sont le marché du crédit et les marchés financiers. Loin du « processus sans sujet » décrit par l'analyse économique, ces marchés reposent sur un étayage complexe d'institutions dont en premier lieu les intermédiaires financiers (banques, fonds d'investissements, etc.) qui sont et font en réalité ces marchés (en créant leurs produits, en les achetant et les vendant). De même, le développement de la relation salariale nécessite à la fois la suppression des entraves à la vente libre de la force de travail (corporations ou « lois sur les pauvres ») et l'encadrement de cette relation pour éviter les effets délétères d'une marchandisation généralisée du travail comme le soulignent les travaux de Karl Polanyi (1944) dès le milieu du XX^e siècle (cf. *infra*).